

**► RECRUTEMENT DE TROIS  
ONGs/ASSOCIATIONS POUR  
REALISER L'ACTIVITE 2.1.1 DE  
LA COMPOSANTE OIT du  
PROJET PBF UNESCO – OIT –  
UNFPA – ONUFEMMES**

Termes de référence

**Projet UNESCO – OIT – UNFPA – ONUFEMMES « Appui à la mise en œuvre du programme national d'éducation civique pour le renforcement de la paix, la cohabitation pacifique et le vivre ensemble dans les communautés affectées par les crises au Cameroun. »**

---

**Termes de référence de l'activité 2.1.1 « Etablir un diagnostic sur les aspirations des jeunes et les emplois décents et les opportunités de chaînes de valeur sensibles à la paix afin d'éclairer le renforcement des compétences des jeunes dans les communes ciblées ».**

## **1. Contexte et justification**

Longtemps considéré comme un havre de paix et un moteur de l'intégration sous-régionale, le Cameroun fait face depuis 2013 à de multiples défis sécuritaires et humanitaires. Il s'agit des attaques perpétrées par la secte islamique Boko Haram dans l'Extrême-Nord, du flux important de réfugiés dans la région de l'Est et dans la zone septentrionale qui a favorisé l'émergence de conflits sociaux liés aux déplacements des populations et à l'accès aux ressources. Il y a également l'enlisement de la crise sociopolitique dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016. Les crises sécuritaires sont venues accroître la vulnérabilité de la population camerounaise et des jeunes en particulier, qui y représentent 77,8% de cette population (3ème RGPH). Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ces situations de crise et leurs impacts sur la jeunesse, dont notamment les faibles opportunités économiques pour les jeunes, en particulier les jeunes femmes.

C'est dans ce contexte que quatre Agences du SNU (UNESCO, OIT, ONUFEMMES et UNFPA) ont obtenu un financement conjoint du UN PBF pour mettre en œuvre le projet « Appui à la mise en œuvre du Programme national d'éducation civique pour le renforcement de la paix, la cohabitation pacifique et le vivre-ensemble dans les communautés affectées par les crises au Cameroun ». Ce projet met en avant la connaissance et le respect des valeurs civiques et citoyennes par les jeunes comme le socle de la promotion de la cohabitation pacifique, de l'esprit d'entrepreneuriat, du dialogue intergénérationnel et de la gestion communautaire des ressources.

Les interventions s'adosseront principalement sur la Stratégie Nationale de Développement (SND 2020-2030), la politique nationale jeunesse, la stratégie camerounaise d'intégration nationale, le Programme national d'éducation civique par le réarmement moral, civique et entrepreneurial (PRONEC-REAMORCE) et la commission nationale jeunesse, paix et sécurité. Quant aux Nations-Unies, le projet s'aligne sur la recommandation n°205 de l'OIT sur le travail décent pour la paix et la résilience qui encadre le rôle de l'OIT dans le Nexus Humanitaire – Développement – Paix (HDP), au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Cameroun 2022-2026.

L'OIT assure principalement la responsabilité de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du résultat 2 du Projet à savoir « Une paix durable et le vivre ensemble dans les communautés sont promus grâce au renforcement des compétences techniques et à l'esprit d'entreprise des jeunes femmes et hommes, y compris les vulnérables ». Le projet est mis en œuvre dans 40 communes relevant de 8 régions du Cameroun (annexe 1) et utilisera plusieurs partenaires nationaux d'exécution pour déployer rapidement ses activités.

Le projet prévoit de sélectionner et d'accompagner 770 jeunes (dont 50 % de jeunes femmes) issus des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil et des Personnes socialement vulnérables (PSV) pour qu'ils soient accompagnés dans l'entrepreneuriat social, créatif ou coopératif. Le projet a retenu de mener dans sa phase de démarrage un diagnostic sur les aspirations des jeunes

en matière d'emplois décents, de promotion du genre<sup>1</sup>, et les opportunités de chaînes de valeur sensibles à la paix. Cette étude de base va donc permettre de déterminer les domaines d'action et priorités pour le renforcement des compétences des jeunes dans les communes ciblées. Les jeunes seront sensibilisés sur les chaînes de valeurs sélectionnées et seront ensuite formés dans les secteurs identifiés, par des partenaires de mise en œuvre.

## 2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectifs de :

- Identifier un total de huit filières<sup>2</sup> pertinentes pour le groupe cible, à fort potentiel de croissance et d'emplois inclusifs et porteuses de cohésion sociale et de paix.
- Donner un aperçu du profil du groupe cible, en particulier leurs aspirations en matière d'emplois décents, ainsi que des dynamiques de paix et de conflits dans et autour de ces filières.

## 3. Livrables attendus

L'ONG recruté pour un lot produira les livrables suivants :

- **Un rapport de démarrage.** Ce premier livrable devrait résumer les résultats de la recherche documentaire et exposer les étapes et les outils nécessaires à la réalisation des recherches sur le terrain.
- **Un rapport préliminaire.** Le corps du rapport ne doit pas dépasser 60 pages et comprendra les éléments suivants : (a) Un aperçu du contexte national et régional et du profil du groupe cible, y compris leur situation en emploi et leurs principales activités économiques menées; (b) Un aperçu des fonctions d'appui sectorielles pertinentes et des principaux intervenants, dont les Associations de jeunes pertinentes, qui accompagnent les jeunes dans la recherche d'emploi ou dans le développement de leurs activités économiques, (c) La sélection des filières et leur description succincte, (d) une analyse succincte de paix et de conflits dans et autour de la filière en ressortant à grand traits les principaux moteurs de paix et de conflits et les types d'initiatives entrepreneuriales qui peuvent contribuer de manière délibérée à la paix et éviter d'exacerber les conflits, (d) Annexes.
- **Un rapport de l'atelier de validation.** L'atelier de validation d'une journée regroupera principalement les associations de jeunes et sera très participatif.
- **Un rapport final de l'étude** prenant en compte les observations du Projet et celles issues de l'atelier de validation correspondant.

## 4. Méthodologie

Pour mener à bien cette mission, les consultants vont exploiter les méthodologies de base de l'OIT relatives au développement de la chaîne de valeur et des systèmes de marché inclusif (ASMI) et d'analyse de paix et de conflits avec pour support notamment : le [Guide sur le développement de la chaîne de valeur pour le travail décent](#) et [des lignes directrices pour la sélection de la chaîne de valeur](#), [la liste de contrôle pour des chaînes de valeur et d'approche de système de marché inclusif sensibles aux conflits et à la paix](#). L'OIT, en partenariat avec Interpeace, a élaboré [l'Analyse de la paix et des conflits, guide pour la programmation de l'OIT dans des contextes fragiles et touchés par des](#)

---

<sup>1</sup> La prise en compte approfondie du genre fait l'objet des TDRs séparés pilotés par ONUFEMME.

<sup>2</sup> On aura une filière par Région et la filière peut être dans la production comme dans les services créatifs et culturels.

conflits. Il décrit comment utiliser une APC pour s'assurer que les programmes et projets sont sensibles aux conflits et contribuent de manière délibérée à la paix.

La méthodologie comprendra les étapes suivantes :

- **Participer à l'appel d'introduction** : Dans un premier temps, la mission d'étude participera à un appel d'introduction avec l'OIT afin de fournir une introduction plus approfondie au projet et à la mission et d'assurer une compréhension mutuelle. Au cours de cet appel d'introduction, la mission sera présentée aux unités techniques de l'OIT - Genève et à Yaoundé.
- **Effectuer une revue documentaire** (documents d'orientation nationale, documents de planification locale, études menées par les PTFs notamment...) pour recueillir des informations sur les filières et établir une longue liste de filières, les présélectionner sur la base de critères à définir pour arriver à une courte liste, donner un profil du groupe cible, fournir un premier aperçu des principales fonctions de soutien et d'acteurs pour ces filières.
- **Affiner la sélection des filières**, en utilisant une matrice d'analyse des filières avec quatre critères d'analyse : la pertinence pour le groupe cible, le potentiel de croissance et de création d'emplois inclusifs, la faisabilité des interventions, la sensibilité à la paix et à la cohésion sociale.

La matrice sera remplie en s'appuyant, d'une part, sur des données secondaires disponibles (rapports d'études, d'activités des ONG et organisation du SNU ; des publications scientifiques ; des extraits des sites internet), et d'autre part des entretiens individuels auprès des jeunes et groupes de discussion avec des Associations de jeunes, les partenaires sociaux (représentants des employeurs et travailleurs), les maires et les responsables des administrations déconcentrées, les PTFs qui interviennent dans les régions d'interventions du Projet.

Il est suggéré de mener entre 10 et 15 entretiens d'informations avec les informateurs clés par commune. Le Consultant devra privilégier l'utilisation directement gérée à son niveau des Associations locales des jeunes pour mener ces entretiens.

En menant un travail de terrain avec et pour les jeunes, il sera essentiel de prendre des mesures proactives pour s'assurer que les voix et les points de vue des jeunes exclus sont représentés avec précision et que la recherche ne crée pas d'opportunités pour de nouveaux conflits.

- **Valider le rapport**, à travers l'organisation des ateliers régionaux de validation d'une demi-journée animées par les Consultants respectifs. Ce qui inclut la rédaction d'un sommaire exécutif à soumettre une semaine avant l'atelier en préparation des participants à l'atelier, d'une présentation PowerPoint pour faciliter la validation et un rapport narratif des conclusions de l'atelier.

## 5. Organisation de la mission

La mission est placée sous l'autorité directe du Directeur de l'OIT à Yaoundé et la supervision technique du Projet, du Spécialiste ENTREPRISE de l'OIT-Yaoundé et de CSPR de Genève. Elle travaillera en collaboration avec un Consultant principal recruté par l'UNESCO, et qui est chargé de synthétiser toutes les études de base en une étude de base unique.

Compte tenu du nombre de Régions et de la stratégie de mise en œuvre du projet, le projet va sélectionner trois ONG ou Association qualifiées pour mener la mission, dont une ONG par lot. L'offre

devra mettre en exergue au moins un Consultant qualifié, si possible jeune, et dont le champ d'intervention géographique est réparti de la manière suivante :

- Lot 1 : Extrême-Nord (9), Nord (2) – 11 communes- ;
- Lot 2 : Adamaoua (4), Est (12) – 16 communes ;
- Lot 3 : Sud (4), Centre (1), Littoral (5), Ouest (3) – 13 communes.

Les ateliers régionaux sont organisés et pris en charge par chaque ONG recruté. Les ONG partenaires de mise en œuvre devront maintenir une communication régulière avec le projet, à travers des réunions de suivi hebdomadaires.

L'équipe du Projet se chargera de produire un rapport de synthèse des trois rapports.

## **6. Profil des ONG et de leur Consultant**

Les ONG ou Associations devront remplir les critères suivants :

- Être une organisation formelle ;
- Disposer d'un siège vérifiable dans une des régions d'intervention du Projet ;
- Fournir des renseignements sur l'adresse du Siège (BP, tél, mail, site web si possible) et sur le premier responsable (nom-s, prénom-s, titre, tél, mail) ;
- Démontrer sa capacité technique d'exécution de l'étude ;
- Démontrer sa capacité financière, en fournissant ses rapports d'activités et bilans financiers en 2022 et 2021 ;
- Être dirigée par un jeune homme ou une jeune femme, avoir plus de membres qui sont des jeunes, fournir tout document attestant d'une gestion financière et programmatique satisfaisante d'une subvention reçue au cours des trois dernières années, avoir son Siège dans l'une des régions du lot pour lequel l'ONG soumissionne, sont des atouts.

### Compétences souhaitables de l'Expert.e

- L'Expert.e devra avoir des diplômes dans des domaines pertinents tels que l'entrepreneuriat, la paix, l'emploi, le genre ou le développement du secteur privé.
- Expérience avérée dans les travaux similaires.
- Connaissance du contexte camerounais et des zones de fragilité.
- Français courant oral et écrit.

## **7. Procédures de soumission de l'offre technique et financière et évaluation des offres**

Les ONG ou Association intéressées sont invitées à présenter leur dossier de candidature. Ce dossier doit contenir les éléments suivants :

- Une lettre de motivation, adressée à Monsieur le Directeur de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique centrale et bureau pays de l'OIT pour le Cameroun;
- Un document de présentation de l'Organisation mettant en exergue sa satisfaction des critères de conformité ;
- Une proposition technique de 7 à 10 pages incluant le seul lot choisi, une note de compréhension du mandat, un CV de l'expert.e qui sera mobilisé.e, la méthodologie et le calendrier de mise en œuvre.
- Une proposition financière comprenant notamment les honoraires et DSA de l'expert, les frais de collecte de données sur le terrain en privilégiant l'utilisation des Associations locales de

jeunes, l'organisation de x<sup>3</sup> ateliers régionaux participatifs d'une matinée et privilégiant la participation en ligne d'autres jeunes, les frais de gestion de l'organisation (au plus 7%).

Les ONG ou Associations intéressés doivent soumettre leur candidature par voie électronique à l'adresse [yaounde@ilo.org](mailto:yaounde@ilo.org) au plus tard le 7 janvier 2024 avant minuit heure de Yaoundé (GMT+1), avec en objet du mail « Appel à candidatures – Etude de base pour le projet PBF-PRONEC/OIT – Nom de l'Organisation ».

Pour un lot donné, l'ONG ou l'Association retenue sera celle qui ayant satisfait à tous les critères de conformité est la mieux disante par combinaison des notes techniques et financières.

Toute demande de compréhension de ces TDRs peut être adressée à la même adresse électronique mentionnée.

### 8. Chronogramme de la mission

La réalisation de l'étude est prévue pour deux mois au plus pour l'ensemble des 3 lots.

Tâches	Sem							
	1	2	3	4	5	6	7	8
Appel d'introduction								
Rapport de démarrage								
Recherche sur le terrain								
Rédaction du rapport préliminaire								
Atelier de validation								
Rédaction du rapport final								

<sup>3</sup> Nombre de régions pour le lot ( x = 2 pour Lot 1, x = 2 pour Lot 2, x = 4 pour Lot 3.

**Annexe : Liste des communes d'intervention du Projet**

N°	Régions (08)	Départements (21)	Communes (40)
1	Adamaoua	Mbéré	Meiganga
			Dir
			Djohong
			Ngaoui
2	Centre	Makénééné	Makenene
3	Est	Boumba-et-Ngoko	Gari-Gombo
			Yokadouma
		Kadey	Kentzou
			Kette
			Ndélélé
			Batouri,
			Ouli
		Lom-et-Djérem	Garoua-Boulai,
			Bertoua,
			Bétaré Oya
			Manjou,
			Ngoura
4	Extrême Nord	Diamaré	Maroua
		Logone et Chari	Logone Birni,
			Fotokol
			Makari,
		Mayo-Danay	Yagoua
			Nguéré
		Mayo-Kani	Kaélé
		Mayo-Sava	Mora
Mayo-Tsanaga	Mokolo		
5	Littoral	Moungo	Bonalea
			Dibombari
			Manjo
		Nkam	Yabassi
		Wouri1	Douala IV <sup>e</sup>
6	Nord	Mayo-Louti	Guider
			Figuil
7	Ouest	Haut-Nkam	Kékem
		Menoua	Dschang
		Noun	Bangourain
8	Sud	Vallée du Ntem	Kyé-ossi
			Ambam
		Dja et Lobo	Zoétéélé
		Océan	Campo